

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 200 000 €.
Siège social : 1 - 3, avenue François Mitterrand, 93200 Saint-Denis
487 779 035 R.C.S. Bobigny

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 15 mai 2017.

1. — Bilan social au 31 décembre 2016

En K€

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1	315 693	431 010
Operations avec la clientèle	2	4 734 146	4 388 610
Obligations et autres titres a revenus fixe	3	387 304	384 113
Actions et autres titres a revenus variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Immobilisations incorporelles	4	7 224	7 899
Immobilisations corporelles	5	3 157	2 414
Autres actifs	6	2 725	2 348
Comptes de régularisation	7	11 866	5 840
Total de l'actif		5 462 115	5 222 233

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	8	4 859 950	4 691 667
Operations avec la clientèle	9	967	689
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	10	40 782	27 523
Comptes de régularisation	11	893	711
Provisions	12	1 008	1 190
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux - FRBG		0	0
Capitaux propres hors FRBG	13	558 515	500 454
Capital souscrit		2 200	2 200
Primes d'émission		397 844	397 844
Réserves		220	220
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau (+/-)		100 190	53 844
Résultat de l'exercice (+/-)		58 061	46 346
Total du passif		5 462 115	5 222 233

Hors-Bilan au 31 Décembre

(En K€)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés			
<i>Engt donnés - financement</i>		697 974	505 723
Engt donnés financement en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt donnés financement en faveur de la clientèle		697 974	505 723
<i>Engt donnés - garantie</i>		0	0
Engt donnés garantie en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt donnés garantie en faveur de la clientèle		0	0
Engt donnés - titres		0	0
Engt donnés - titres à livrer		0	0
Engagements reçus		0	0
<i>Engt reçus - financement</i>		0	0
Engt reçus financement en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt reçus financement en faveur de la clientèle		0	0
<i>Engt reçus - garantie</i>		0	0
Engt reçus garantie en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt reçus garantie en faveur de la clientèle		0	0
<i>Engt reçus - titres</i>		0	0
Engt reçus - titres à livrer		0	0

2. — Compte de Résultat au 31 Décembre

(En K€)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	14	227 370	218 631
Intérêts et charges assimilés	15	-32 989	-42 873
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions - produits	16	29 587	25 779
Commissions - charges	16	-511	-455
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	17	13 640	7 555
Autres charges d'exploitation bancaire	18	-646	-670
PNB		236 451	207 968
Charges générales d'exploitation	19	-83 539	-74 654
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-3 846	-3 353
Résultat brut d'exploitation		149 066	129 960
Coût du risque	20	-54 799	-56 634
Résultat d'exploitation		94 267	73 326
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-139	0
Résultat courant avant impôt		94 128	73 326
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-36 067	-26 981
Dotations nettes aux fonds pour risque bancaires généraux et aux provisions réglementées		0	0
Résultat net		58 061	46 346

3. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du directoire et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016 en intégralité en « report à nouveau ». Le solde du « report à nouveau » après affectation du résultat sera de 158 251 K€.

En application des dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents.

4. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2016

Annexes aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2016 dont le total du bilan avant répartition s'élève à 5 462 115 K€ et le résultat net dégage un profit de 58 061 K€.

4.1. Faits caractéristiques de l'exercice

La société LBPF a mis en œuvre la convergence de son système comptable et réglementaire vers le système d'informations que La Banque Postale propose pour ses filiales. L'outil GLM a donc été remplacé par Smartream au cours de l'exercice 2016.

L'exercice 2016 fut également marqué par la bascule vers le moteur de déclassement bâlois issu des moteurs du Groupe sur les encours LBPF.

4.2. Notes sur les principes comptables

Les comptes de La Banque Postale Financement arrêtés au 31 décembre 2016 sont établis et présentés conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit, telles que déterminées par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

— Provisions

Les provisions pour risques et charges sont constituées en vertu des dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à la comptabilisation des passifs. Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ; leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

— Autres informations :

La Banque Postale Financement applique depuis 2009 le CRC 2009-03 (amendé par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014) relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Ces derniers font l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective des crédits.

La Banque Postale Financement octroie des indemnités de fin de carrière à ses salariés en vertu de la Convention Collective des Sociétés Financières. Les droits appliqués sont ceux associés au départ volontaire.

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Cette méthode d'évaluation se base sur un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

A ce titre, un engagement de 731 K€ a été comptabilisé au 31 décembre 2016.

— Informations relatives aux transactions entre parties liées :

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n° 2010-4 du 7 octobre 2010, il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient d'une part conclues à des conditions anormales de marché ou d'autre part en dehors de toutes opérations avec les entreprises liées mentionnées dans les annexes détaillées par poste.

4.2.1. Créances sur les établissements de crédit.

Les sommes inscrites sous cette rubrique correspondent aux comptes à vue de La Banque Postale Financement.

4.2.2. Prêts et créances sur la clientèle.

— Encours clientèle

Les créances clients comptabilisées au 31 décembre 2016 sont constituées de crédits amortissables non affectés et de crédits renouvelables.

Au bilan, les encours clients se répartissent en encours sains ainsi qu'en encours incidentés, douteux, douteux compromis et fraudes.

Les encours sains regroupent le montant total des crédits souscrits par les emprunteurs, dès lors qu'ils ne portent pas de risque de crédit avéré. Au 31 décembre 2016, les encours sains représentent 3 865 M€ sur un total global de 4 908 M€.

Les créances à la clientèle sont comptabilisées en application du règlement ANC 2014-07.

(i) Les dossiers qui ne portent pas de risque de crédit avéré au sens défauts bâlois sont identifiés comme :

- Encours sains,
- Encours incidentés : pour rappel, il s'agit des dossiers qui présentent un premier impayé ou dépassement du plafond de moins de 90 jours, les dossiers restructurés en période probatoire supérieure à 12 mois et les contrats faisant l'objet d'une contagion tiers sensible.

(ii) Les encours sont identifiés comme douteux ou douteux compromis dès lors qu'ils présentent en fin de mois un risque de crédit avéré (probabilité que les dispositions contractuelles initiales ne soient pas respectées) :

— Encours douteux : il s'agit des dossiers qui présentent les caractéristiques suivantes : premier impayé de plus de 90 jours, dossiers ayant fait l'objet d'une restructuration, les restructurés en période probatoire inférieure à 12 mois, dossiers en période probatoire après régularisation de tous les impayés depuis moins de 60 jours, ou des dossiers faisant l'objet d'une contagion tiers (douteux ou douteux compromis) ayant été contagionnés par le tiers vers les contrats détenus par le client.

— **Encours douteux compromis** : il s'agit des dossiers dont la déchéance du terme est prononcée par les gestionnaires de manière individuelle. Les impayés et le capital restant dû sont alors exigibles.

Trois catégories de dossiers sont identifiées :

- Les dossiers contentieux (non soumis à une procédure Banque de France),
- Les dossiers surendettés (dossiers pour lesquels un plan de surendettement a été mis en place, en cours d'exécution, et qui présente de nombreux impayés) et
- Les dossiers surendettés moratoire (dossiers pour lesquels la Commission de Surendettement a décidé de geler la dette).

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat et entrent dans la base du calcul de la dépréciation probable. Lors du transfert en encours douteux compromis, la comptabilisation des intérêts cesse.

Le classement en encours douteux est abandonné et l'encours est de ce fait porté à nouveau en encours sains ou incidentés, lorsque :

- La période probatoire douteuse arrive à son terme
- Les dossiers à l'origine de la contagion tiers sont également reclassés en encours sains ou incidentés lorsque le tiers n'est plus contagionné.

Pour les encours douteux compromis, la créance devient immédiatement et totalement exigible, il n'y a plus de possibilité de reclassement en encours sains.

(iii) Encours fraudes : il s'agit des dossiers faisant l'objet d'une fraude avérée et présentant au moins un premier impayé de moins de 30 jours.

(iv) La Banque Postale Financement ne distribue pas de microcrédit.

— Constitution des provisions

En fin de mois les encours incidentés, douteux, douteux compromis et fraudes font l'objet d'une dépréciation selon les règles suivantes :

- Pour les encours fraudes présentant au moins un premier impayé de moins de 30 jours, 100% de l'encours (capital et intérêts) est déprécié,
- Pour les encours incidentés, douteux et douteux compromis, la dépréciation est constituée sur la base d'une méthode statistique, qui repose sur des constatations historiques.

L'espérance de récupération sur les encours incidentés, douteux et douteux compromis fait l'objet d'une actualisation.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer cette charge complémentaire est le taux moyen pondéré des dossiers de chacune des catégories de déclassement (incidentés, douteux et douteux compromis).

Un produit de désactualisation est également comptabilisé.

4.2.3. Opérations sur titres.

Les titres d'investissement sont comptabilisés conformément à l'instruction CB 94-07. Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat exclu. Le montant de la prime ou de la décote (différence entre prix d'acquisition coupon exclu et prix de remboursement) fait l'objet d'un échelonnement sur la durée de vie du titre selon la méthode actuarielle. Les intérêts courus de la période sont comptabilisés à l'actif dans des comptes de créances rattachées et en produits au compte de résultat.

4.2.4. Immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur. Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économiquement attendue du bien, il n'est pas retenu de valeur résiduelle.

— Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

Les projets sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

— Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie attendue du bien pour l'entreprise, selon son propre rythme de consommation estimé des avantages économiques. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations :	5 ans
- Mobilier :	10 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 ans.

4.3. Notes sur le bilan

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Comptes à vue	315 489	431 009
Comptes et prêts à terme		-
Créances rattachées	204	1
Total	315 693	431 010

Durée restant à courir au 31 décembre 2016						
(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1	> 1 an à <= 2	> 2 ans à <= 5	> 5 ans	Total
Comptes à vue	315 489					315 489
Comptes et prêts à terme						-
Créances rattachées	204					204
Total	315 693	-	-	-	-	315 693

Note 2 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Encours sains et incidentés	4 544 588	4 215 817
Créances saines rattachées	5 945	8 818
Encours douteux, compromis et fraudes (*)	362 850	310 371
Créances douteuses rattachées	1 390	991
Provisions sur créances clients et fraudes	-158 844	-129 274
Provisions actualisations	-21 783	-18 113
Total	4 734 146	4 388 610

(*) Dont 188 031 K€ d'encours douteux au 31/12/2016 contre 214 455 K€ au 31/12/2015.

Durée restant à courir au 31 décembre 2016						
(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1	> 1 an à <= 2	> 2 ans à <= 5	> 5 ans	Total
Encours sains et incidentés	157 685	985 153	1 706 622	1 441 399	253 728	4 544 588
Créances saines rattachées	2 732	745	1 293	1 013	163	5 946
Encours douteux, douteux compromis et fraudes (*)	362 850					362 850
Créances douteuses rattachées	1 390					1 390
Provisions sur créances clients et fraudes	-158 844					-158 844
Provisions actualisations	-21 783					-21 783
Total	344 030	985 898	1 707 915	1 442 412	253 891	4 734 147

Tableau de variation des dépréciations				
(En milliers d'euros)	31 déc. 2015	Dotations	Reprises	31 déc. 2016
Provisions sur créances clients et fraudes	-129 274	-158 844	129 274	-158 844
Provisions sur actualisations	-18 113	-5 980	2 310	-21 783
Total	-147 387	-164 824	131 584	-180 627

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Titres d'investissement CADES et OAT	379 567	375 462
Décote / Surcote sur titres d'investissement CADES et OAT	1 664	1 829
Créances rattachées sur titres d'investissement CADES et OAT	6 073	6 822
Total	387 304	384 113

Durée restant à courir au 31 décembre 2016						
(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	Total
Obligations CADES et OAT	-	43 292	37 245	112 438	194 328	387 304
Total	-	43 292	37 245	112 438	194 328	387 304

Note 4 : Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Valeur brute	29 231	26 997
Amortissements	-22 007	-19 098
Total Valeur nette	7 224	7 899

Tableau de variation des immobilisations incorporelles					
(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2015	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles	26 997	2 234	-	-	29 231
Total Valeur brute	26 997	2 234	-	-	29 231

Tableau de variation des amortissements sur immobilisations incorporelles				
(En milliers d'euros)	Amortissements au 31/12/2015	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements de l'exercice
Amort. des immobilisations incorporelles	19 099	2 909		22 007
Total Amortissements	19 099	2 909	-	22 007

Note 5 : Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Valeur brute	7 787	6 252
Amortissements et provisions	-4 630	-3 838
Total Valeur nette	3 157	2 414

Tableau de variation des immobilisations corporelles					
(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2015	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/2016
Installations générales, agencements, aménagements divers	2 848	243		217	2 875
Matériel de bureau et matériel informatique	1 335	405		-	1 740
Mobilier	1 587	630		68	2 149
Travaux en cours	482	541		-	1 024
Total Valeur brute	6 252	1 819	-	284	7 787

Tableau de variation des amortissements sur immobilisations corporelles				
(En milliers d'euros)	Amortissements au 31/12/2015	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements de l'exercice
Amort. des installations généré., agencements, aménagements div.	2 128	404	126	2 406
Amort. du matériel de bureau et matériel informatique	976	290	-	1 267
Amort. du mobilier	734	243	19	958
Total Amortissements	3 839	937	145	4 630

Note 6 : Autres actifs

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Fournisseurs	23	113
Clients	383	708
Personnel	183	119
Dépôts et cautions versées	491	487

Assurances	987	845
Etat	658	-
Crédit de TVA	-	76
Total	2 725	2 347

Note 7 : Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Charges constatées d'avance	1 031	705
Produits à recevoir	10 835	5 092
Régularisations diverses	-	43
Total	11 866	5 840

Note 8 : Dettes envers les établissements de crédits

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Emprunts à terme	4 846 000	4 670 000
Dettes rattachées	13 950	21 667
Total	4 859 950	4 691 667

Note 9 : Opérations avec la clientèle (passif)

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Autres sommes dues	967	689
Total	967	689

Note 10 : Autres passifs

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Fournisseurs et comptes rattachés	16 510	13 516
Personnel et comptes rattachés	10 091	8 429
Etat et comptes rattachés	11 036	2 738
Assurances	3 145	2 841
Total	40 782	27 524

Note 11 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Produits constatés d'avance	453	466
Autres	440	245
Total	893	711

Note 12 : Provisions

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Provisions pour risques et charges	277	756
Provisions pour indemnités retraite	731	434
Total	1 008	1 190

Note 13 : Capitaux propres (hors FRBG)

Le capital social de La Banque postale Financement d'un montant de 2 200 000 euros est divisé en 440 000 actions d'une seule catégorie entièrement libérées.

Répartition du capital	Nombre parts	%
La Banque Postale	286 000	65,0000%
Société Générale	3	0,0007%
SG Financial Services Holding	153 997	34,9993%
	440 000	100,0000%

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission et d'apport	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres hors FRBG
Capitaux propres au 31/12/2015 (avant affectation du résultat)	2 200	397 844	220	-	53 844	46 346	500 454
Affectation du résultat 2015					46 346	-46 346	-
Résultat 2016				-		58 061	58 061
Total Capitaux propres au 31/12/2016 (avt affect. du résultat)	2 200	397 844	220	-	100 190	58 061	558 515

4.4. Note sur le hors bilan

Les engagements de financement en faveur de la clientèle au 31/12/2016 sont comptabilisés pour un total de 697 974 K€, contre 505 723 K€ au 31 décembre 2015. Cette hausse s'explique par celle des contrats de crédit renouvelable.

Il y a ainsi :

- 9 723 K€ En prêt personnel représentant uniquement les dossiers acceptés et non encore décaissés.
- 688 251 K€ En crédit renouvelable représentant la totalité des fonds disponibles (réserves disponibles non utilisées ouvertes aux clients).

4.5. Notes sur le compte de résultat

Note 14 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Opérations avec les établissements de crédit		-
Opérations avec la clientèle	216 512	206 732
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	10 858	11 899
Total	227 370	218 631

Note 15 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Opérations avec les établissements de crédit	25 484	35 746
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	806	795
Commissions de montage (apport réseau)	6 699	6 332
Total	32 989	42 873

Note 16 : Commissions

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Commissions sur opérations avec la clientèle	201	- 340
Commissions d'assurance	29 386	26 119
Total commissions produits	29 587	25 779

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Commissions bancaires	511	455
Total commissions charges	511	455

Note 17 : Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Subventions	20	95
Autres produits	2 820	2 425
Participation aux bénéfices Assurance	10 800	5 035
Total	13 640	7 555

Note 18 : Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Autres charges	646	670
Provision sur risques	-	-
Total	646	670

Note 19 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Salaires	21 959	20 130
Charges sociales	8 283	8 315
Personnel détaché et intérimaire	2 060	1 656
Loyers et charges locatives	4 316	3 242
Maintenance informatique	3 120	3 198
Prestations informatique	10 855	8 075
Honoraires	5 093	4 278
Catalogues et imprimés	511	1 229
Publicité	9 075	8 190
Frais postaux et de télécom	3 959	3 590
Impôts et taxes	7 295	7 017
Autres charges d'exploitations	7 013	5 734
Total	83 539	74 654

Note 20 : Coût du risque

(En milliers d'euros)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Provisions sur créances douteuses et fraudes	29 571	37 196
Provisions actualisations	5 980	5 391
Passages en perte (nets de récupérations sur créances amorties)	19 248	14 047
Total	54 799	56 634

Les reprises sur créances amorties représentent 432 K€ en 2016 (contre 409 K€ en 2015).

4.6. Autres informations**4.6.1. Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance.**

Aucune rémunération n'a été versée aux organes d'administration, de direction et de surveillance en 2016.

4.6.2. Effectifs au 31 décembre 2016.

	2016	2015
Cadres La Banque Postale Financement	152	155
Non cadres La Banque Postale Financement	334	319
Cadres détachés	4	3
Non Cadres détachés	-	-
Total	490	477

Ces chiffres reprennent la totalité des contrats (CDI/CDD), que les effectifs soient présents ou non (maternité, suspension...).

4.6.3. Utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Le CICE a pour objet, en diminuant le coût du travail des salariés rémunérés jusqu'à 2,5 SMIC, d'améliorer la compétitivité des entreprises et ainsi leur permettre de réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement. Pour La Banque Postale Financement, le montant notifié en 2016 au titre de l'exercice 2015 est de 646 497 €.

Pour poursuivre son développement La Banque Postale Financement a décidé d'affecter cette somme essentiellement à 2 axes :

— **Formation (68%) et en particulier :**

- L'intégration des nouveaux collaborateurs du CRC
- Le renforcement de la maîtrise des risques
- La conduite de projet

— **Convergence des sites et travaux du Jade (32%)**

Engagement en faveur de l'écologie et des économies d'énergie.

4.6.4. Intégration fiscale.

La Banque Postale Financement n'est pas intégrée fiscalement.

4.6.5. Société consolidante.

La Banque Postale Financement est consolidée au 31 décembre 2015 par intégration globale dans les comptes de La Banque Postale et par mise en équivalence dans les comptes de La Société Générale.

4.6.6. Honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2016.

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés sur l'exercice 2016 s'élèvent à 306 K€.

Le montant se répartit comme suit :

— **Cabinet Mazars :**

136 K€	au titre de la mission de commissariat aux comptes et
17 K€	au titre d'une diligence directement liée à la mission de contrôle légal (audit du projet Convergence).

— **Cabinet PricewaterhouseCoopers :**

136 K€	au titre de la mission de commissariat aux comptes et
17 K€	au titre d'une diligence directement liée à la mission de contrôle légal. (Audit du projet Convergence).

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société La Banque Postale Financement, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les éléments suivants :

Estimations comptables relatives au provisionnement des risques de crédit :

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (parties 4.2.2., note 2 de la partie 4.3. et note 20 de la partie 4.5. de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations significatives retenues par l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle, mis en place par la direction, relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Courbevoie, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-Pierre Bouchart

MAZARS

Pierre Masieri

6. Rapport de gestion

Lieu de mise à disposition du rapport de gestion de La Banque Postale Financement : siège social de la société sis 1-3, avenue François Mitterrand, 93200 Saint-Denis.

1703168